



**COMMUNE DU SAPPEY EN CHARTREUSE**  
**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DÉCEMBRE 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le 14 décembre, le Conseil Municipal de la Commune du SAPPEY EN CHARTREUSE, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire filmé et diffusé en direct, à la Mairie du Sappey en Chartreuse.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 08/12/2023

**PRESENTS :**

Dominique Escaron, Anne Barrand, Anne-Marie Michalet, Jean-Yves Perino, Franck Balducci, Stéphanie Plaisant, Gildas Bouffaud, Odile Bertrand, Laurent Ristord.

Arrivée de Jean-Marc Jouffe à 20h41.

**ABSENTS REPRESENTES :** Sylvain Seurat par Jean-Yves Perino, Laurette Aimonetti par Anne Barrand, Laurent Lebrun par Dominique Escaron, Isabelle Nury par Franck Balducci

**ABSENT :** Hugues De Montal

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Anne Barrand

**ORDRE DU JOUR :**

Il est proposé au Conseil Municipal de voter :

- **231214\_01** : DM n°4 : écritures de cession de la vente du terrain du Churut
- **231214\_02** : Suppression poste d'adjoint du patrimoine principal 2<sup>ème</sup> classe (suite à avancement de grade)
- **231214\_03** : Convention de gestion en flux des logements sociaux avec la Métropole
- **231214\_04** : Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle
- **231214\_05** : Subvention de la commune à la régie des remontées mécaniques
- **231214\_06** : Subvention de la commune au CCAS
- **231214\_07** : Demande de subvention CAF et Grenoble Alpes Métropole pour la reconstruction du skate-park

**Questions diverses**

- Travaux église
- Plateforme ADS

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à

Les membres du conseil et le public sont informés et acceptent que le conseil soit filmé, diffusé en direct, enregistré et retransmis sur YouTube

**Approbation du précédent compte-rendu du conseil municipal :**

Approbation à l'unanimité du compte-rendu du Conseil Municipal du 9 novembre 2023

### Compte rendu des décisions du Maire prises en application de ses délégations :

Pas de décision

**231214\_01 :** DM n°4 : écritures de cession de la vente du terrain du Churut

Anne Barrand, 4<sup>ème</sup> adjointe, explique à l'assemblée que pour réaliser la cession de la vente du terrain du Churut et sortir de l'actif le bien, il convient de passer des écritures comptables en adoptant une décision modificative au budget Ville :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b> FONCTIONNEMENT</b>				
D 675 : Valeur comptable immob. cédées		1 661.18 €		
D 6761 : Différences sur réalisations (+)		327 661.82 €		
<b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section</b>		<b>329 323.00 €</b>		
R 775 : Produits des cessions d'immob.				329 323.00 €
<b>TOTAL R 77 : Produits exceptionnels</b>				<b>329 323.00 €</b>
<b>Total</b>		<b>329 323.00 €</b>		<b>329 323.00 €</b>
<b> INVESTISSEMENT</b>				
R 192 : plus/moins value cession d'immo				327 661.82 €
R 2111 : Terrains nus				1 661.18 €
<b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre entre section</b>				<b>329 323.00 €</b>
<b>Total</b>				<b>329 323.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>329 323.00 €</b>		<b>658 646.00 €</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'adopter la décision modificative n°4 du budget Ville ci-dessus.

**231214\_02 :** Suppression poste d'adjoint du patrimoine principal 2<sup>ème</sup> classe

Anne Barrand, 4<sup>ème</sup> adjointe, propose à l'assemblée de supprimer le poste d'adjoint du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe suite à un avancement de grade. Le Comité Social Territorial du CDG38 a donné son avis favorable en date du 21 novembre 2023.

Voir le tableau actualisé suite à la suppression du poste d'adjoint du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe :

Filière	Grade/Emploi	Catégorie	Fonctions	Temps de travail hebdo	Pourvu
Administrative	Adjoint administratif territorial 2 <sup>ème</sup> classe	C	Chargée de l'urbanisme	18h	Oui
Administrative	Adjoint administratif territorial 2 <sup>ème</sup> classe	C	Chargée de la communication et des carrières	28h	Oui
Administrative	Adjoint administratif territorial 2 <sup>ème</sup> classe	C	Chargée de l'accueil (en	28h	Oui

			dispo jusqu'en janvier 2024)		
Administrative	Adjoint administratif territorial 2 <sup>ème</sup> classe	C	Chargée de l'état-civil	17.5h	Oui
Administrative	Adjoint administratif territorial 2 <sup>ème</sup> classe	C	Secrétaire de mairie	35h	Oui
Patrimoine	Adjoint du patrimoine de 1 <sup>ère</sup> classe	C	Responsable de la bibliothèque	17.5h	Oui
Technique	Agent de maitrise	C	Services techniques	24.5h	Non
Technique	Adjoint technique territorial de 2 <sup>ème</sup> classe	C	Services techniques	24.5h	Oui
Technique	Adjoint technique territorial de 2 <sup>ème</sup> classe	C	Services techniques	35h	Oui
Technique	Adjoint technique territorial de 2 <sup>ème</sup> classe	C	Services techniques et RM	35h	Oui

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de supprimer le poste d'adjoint du patrimoine de 2<sup>ème</sup> classe.**

**231214\_03 :** Convention de gestion en flux des logements sociaux avec la Métropole

Monsieur Le Maire propose à l'assemblée d'adopter la convention suivante avec la Métropole pour la gestion en flux des logements sociaux.

**OBJET : HABITAT, LOGEMENT** - Convention de gestion en flux des logements sociaux : modalités de gestion des réservations communales au sein du bloc Collectivités Territoriales dans le cadre de la réforme des attributions des logements sociaux

### **Exposé des motifs**

*La loi Évolution pour le Logement, l'Aménagement et le Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 a engagé une réforme du système d'attribution des logements sociaux par la mise en œuvre de la gestion en flux des logements sociaux au 24 novembre 2023.*

Sans modifier les objectifs de la politique locale de l'habitat inscrits dans les documents-cadres (production de logements locatifs sociaux dans le Plan Local de l'Habitat, objectifs de mixité sociale dans la Convention Intercommunale d'Attribution...), la gestion dite « en flux » succède à la gestion dite « en stock » et vient adapter les modalités d'orientation des logements sociaux libérés vers les différents réservataires.

Les réservataires sont des personnes morales ayant la possibilité de proposer des ménages aux bailleurs sociaux pour les logements qui leur sont « réservés » en contrepartie des financements ou garantie

d'emprunts qu'ils ont pu apporter à l'opération de construction. Les principaux réservataires sont l'Etat, les collectivités territoriales (communes, métropole, département) et Action Logement Service.

Alors que la gestion « en stock » détermine les droits de réservations sur des logements précisément identifiés, la gestion en flux détermine un volume de droits acquis par chacun des réservataires proportionnellement aux financements/garanties accordés par chacun d'eux.

Comme le stipule la loi, la première attribution pour les logements neufs reste toutefois gérée « en stock », ce qui signifie que les réservataires sont en mesure de faire des propositions de ménages, en fonction de leurs droits de réservation, lors de la livraison de nouvelles opérations.

Dans ce nouveau système de gestion en flux, l'information de la libération d'un logement social (avis de résiliation de bail par le locataire) n'est donc plus systématiquement orientée vers le réservataire initial : tout logement libéré est susceptible d'être orienté vers tout réservataire, dans le respect d'un volume défini pour chacun.

Ce changement de pratique vise à parvenir à une plus grande souplesse de gestion du parc de logements sociaux et un rapprochement offre / demande de logements sociaux facilité.

### **La commune, membre du bloc Collectivités territoriales**

Conformément à la loi, ces nouvelles modalités de gestion doivent faire l'objet d'une convention entre chaque réservataire et chaque bailleur social ; cette convention définit le volume de droits du réservataire, les modalités de mise en œuvre et de rendu compte du traitement des logements libérés.

La loi ELAN introduit la notion de « bloc Collectivités territoriales » réunissant l'ensemble des réservataires Collectivités territoriales ayant accordé des garanties d'emprunt en faveur de la production de logements sociaux. La commune de XX, s'inscrit dans ce nouveau bloc Collectivités territoriales aux côtés des 48 autres communes du territoire métropolitain, du Département de l'Isère et de Grenoble-Alpes Métropole.

Suite aux travaux politiques et techniques engagés depuis 2020, la Conférence Intercommunale du Logement a approuvé le 10 octobre 2023 les modalités d'organisation relative à la gestion des droits de réservation du Bloc Collectivités Territoriales. Cette nouvelle organisation est inscrite dans la convention de gestion en flux Bloc Collectivités territoriales et son annexe dont l'adoption est soumise à délibération.

### **Droits de réservation du Bloc Collectivités territoriales**

Conformément aux dispositions législatives (20% de droits maximum au titre des garanties d'emprunt) et compte tenu de l'effort des collectivités territoriales en faveur de la production du logement social (aides diverses, subventions, minorations foncières...), le flux de logements locatifs sociaux familiaux négocié avec les bailleurs sociaux et réservé au bloc Collectivités territoriales est porté à :

- 25% de l'assiette disponible issue du patrimoine d'Actis, Alpes Isère Habitat, Grenoble Habitat, Société Dauphinoise de l'Habitat, Pluralis, Logement du Pays de Vizille, Erilia, Société Habitat Social Dauphinois-Groupe Valrim, IRA 3F
- 18% de l'assiette disponible issue du patrimoine d'ICF
- 18,54% de l'assiette disponible issue du patrimoine de CDC Habitat social et 4,83% du patrimoine de CDC Habitat.

Le taux de 25% est un des taux les plus importants, au niveau national, accordé aux collectivités locales par les bailleurs. Il témoigne d'un soutien régulier et fort de celles-ci au logement social et d'un cadre partenarial dynamique puisque les bailleurs sociaux conditionnaient ce taux important à un système fluide et agile entre collectivités territoriales.

L'Etat dispose par ailleurs de 30% des réservations de logements (25% pour les publics prioritaires et 5% pour les fonctionnaires d'Etat) tel que l'indique la loi. Action Logement Service, avec des modalités propres de calcul définies au niveau national, sera attentif à ce qu'un nombre d'attributions similaire à la moyenne des trois dernières années soit obtenues pour son public-cible à l'échelle départementale.

### **La commune au cœur des attributions sur son territoire**

La gestion des réservations du bloc Collectivités territoriales est partagée avec l'ensemble de ses membres via une plateforme dématérialisée animée par Grenoble-Alpes Métropole cheffe de file du Bloc Collectivités territoriales. L'offre de logements sociaux est visible par tous ce qui ouvre l'opportunité de mobiliser un volume de logements sociaux supérieur au profit des ménages du territoire.

En tant qu'experte de son territoire et premier maillon de proximité avec ses habitants, la commune est confortée dans sa place auprès des demandeurs de logement social sur son territoire :

- Elle peut proposer des candidats quelle que soit la commune de localisation du logement disponible,
- Elle sélectionne et priorise les candidatures sur les logements de son territoire en vue du passage en commission d'attribution des bailleurs sociaux,
- Elle participe à la Coopération métropolitaine PLAI, instance partenariale travaillant collectivement les logements très sociaux conventionnés PLAI,
- Elle maîtrise et partage ses enjeux locaux en matière d'équilibre de peuplement sur son territoire.

### **Un rendu-compte régulier**

Au regard des enjeux relatifs à l'attribution de logements sociaux sur le territoire communal, un regard régulier et approfondi sur le flux de logements orientés et sur les attributions réalisées sur le territoire communal est nécessaire via des modalités de reporting régulières et transparentes. Ainsi, la commune aura, au minimum, accès à l'ensemble des procès-verbaux des Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) des logements sociaux situés sur son territoire.

De plus, une commission de coordination est créée. Animée par Grenoble-Alpes Métropole, cette commission multi-partenariale permettra un suivi des flux de logements sociaux et des attributions sur le territoire métropolitain et à l'échelle communale. Elle devient le lieu privilégié d'échanges entre les partenaires en vue de développer des modalités de travail efficaces au profit des demandeurs de logement social.

Cet enjeu de suivi et de rendu-compte est particulièrement important dans une phase de mise en œuvre afin d'analyser la réalité des évolutions qu'induit la gestion en flux, en matière d'équité entre réservataires ou encore d'impact sur les équilibres territoriaux. La première année de mise en œuvre opérationnelle sera une phase-test et la vigilance sera renforcée.

La convention de gestion en flux du Bloc Collectivités territoriales et son annexe est convenue sur une période de 3 ans, entre 2024 et 2026. Cette durée est propice à l'évaluation de cette réforme et aux éventuels ajustements nécessaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal**

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové dite loi ALUR ;  
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté (Loi LEC) ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS) ;

Vu l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux,

Vu l'instruction ministérielle du 28 mars 2022 relative à la mise en œuvre de la cotation de la demande de logement social et de la gestion en flux des réservations des logements sociaux,

Vu la délibération de Grenoble-Alpes Métropole du 05 juillet 2019 relative à la Convention Intercommunale d'Attribution de Grenoble Alpes Métropole ;

### **Le Conseil Municipal, après avoir délibéré décide à l'unanimité**

- D'approuver le document-unique valant convention de réservation de la gestion en flux pour le bloc Collectivités Territoriales relatif à la mise en œuvre opérationnelle de la gestion en flux et de l'organisation du bloc Collectivités Territoriales ;
- D'autoriser le Maire à signer ledit document-unique valant convention de réservation de la gestion en flux pour le bloc Collectivités Territoriales.

**Report de la délibération suite à un manque d'explications et d'absence de clarté de la proposition de délibération de la Métropole. Demande d'une intervention de la Métropole sur le sujet en CCAS pour pouvoir délibérer au CM sur avis du CCAS qui participe aux attributions dans la commune.**

### **231214\_04 : Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle**

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer la prime de pouvoir d'achat forfaitaire exceptionnelle,

Vu le code général de la fonction publique et, notamment, les articles L.4, L.712-1, L.712-13, L.713-2 et L.714-4 ;

Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents,

Vu l'avis de principe du comité social territorial en date du 16/11/2023,

---

### **Les bénéficiaires**

---

Les bénéficiaires de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire sont les agents publics (fonctionnaires titulaires et stagiaires, agents contractuels de droit public) ainsi que les assistants maternels et les assistants familiaux.

Les employeurs pouvant mettre en place cette prime sont les collectivités et les établissements mentionnés à l'[article L. 4 du code général de la fonction publique](#) et les groupements d'intérêt public, à l'exception de ceux de l'État et relevant de l'article L. 5 du même code.

Les agents, pour percevoir cette prime, doivent :

- avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou un établissement public ou un groupement d'intérêt public avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou un établissement public ou un groupement d'intérêt public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, de laquelle viennent en déduction la GIPA et les éléments de rémunération mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2019-133 dans la limite du plafond prévu à l'article 81 quater du code général des impôts.

Sont expressément exclus du bénéfice de cette prime :

- Les agents publics éligibles à la prime prévue au I de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 août 2022,
- Les élèves et étudiants en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les employeurs publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L.124-1 du code de l'éducation.

---

#### Les montants

---

Considérant que les montants de la prime tels que fixés par le décret sont des montants plafonds, les montants applicables seront les suivants :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat fixé par le décret	Montant fixé par la collectivité
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	300 €

Les montants susmentionnés feront l'objet d'une proratisation en cas d'exercice des fonctions à temps non complet ou à temps partiel ainsi qu'en cas de durée d'emploi incomplète sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

---

#### Les modalités de versement

---

La prime est versée par la collectivité territoriale qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La prime de pouvoir d'achat fera l'objet d'un versement total effectué avant le 30 juin 2024.

L'attribution de la prime de pouvoir d'achat sera déterminée par l'autorité territoriale, pour chaque agent éligible, par voie d'arrêté individuel.

La prime de pouvoir d'achat est cumulable avec toutes les primes et indemnités perçues par l'agent, sauf la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

**Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- d'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans les conditions prévues ci-dessus.
- d'autoriser Monsieur Le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.
- de prévoir les crédits correspondants au budget 2024

**231214\_05:** Subvention de la commune à la régie des remontées mécaniques

Anne Barrand, 4<sup>ème</sup> adjointe, explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de procéder au virement de la subvention aux remontées mécaniques d'un montant de 12 031.85 € au lieu des 17 661,98 € budgétés.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver la subvention de la commune au budget des remontées mécaniques d'un montant de 12 031.85 €.**

Abstentions : Odile Bertrand, Gildas Bouffaud, Laurent Ristord

**231214\_06:** Subvention de la commune au CCAS

Anne Barrand, 4<sup>ème</sup> adjointe, explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de procéder au virement de la subvention au CCAS d'un montant de 3 966.16 € au lieu des 5 000.00 € budgétés.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver la subvention de la commune au budget du CCAS d'un montant de 3 966.16 €.**

**231214\_07:** Demande de subvention CAF et Grenoble Alpes Métropole pour la reconstruction du skate-park

Monsieur Le Maire explique à l'assemblée, que pour permettre la réalisation du projet de reconstruction du skate-park proposé par l'association Chartreuse Skateboard nous devons faire appel à des subventions. Le montant du projet est de 90 100 € HT.



Financement	Montant de la subvention	Date de la demande	Date d'obtention (le cas échéant)
Grenoble Alpes Métropole - 50 %	45 050 € HT		
CAF - 30 %	27 030 € HT		
<b>Total des subventions publiques)</b>	<b>72 080 € HT</b>		
Autofinancement 20 %	18 020 € HT		
<b>TOTAL</b>	<b>90 100 € HT</b>		

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la sollicitation d'une subvention GAM pour un montant de 45 050 € HT et la sollicitation d'une subvention auprès de la CAF d'un montant de 27 030 € HT pour la reconstruction du skate-park.

### QUESTIONS DIVERSES

- Travaux église : suite à des fissures dans l'église, il est apparu nécessaire de réaliser des travaux de rénovation. Des devis ont été réalisés, deux entreprises ont répondu. Le toit est aussi à réparer. Les travaux devraient démarrer prochainement.
- Plateforme ADS : instruction à terme de la totalité des permis de construire par la Metropole
- Reconstruction de la nouvelle mairie : réunion avec les associations le lundi 11 décembre pour présenter le point d'avancement de la reconstruction mairie (choix du maître d'œuvre, financement de la mairie via les assurances et d'autres financements possibles, les options possibles de rénovation du bâtiment...). Premier recueil de besoins par rapport à la future mairie.

La séance est levée à 21h25